le **PARTI DES TRAVAILLEURS** présente



Arcangelo

DI BATTISTA

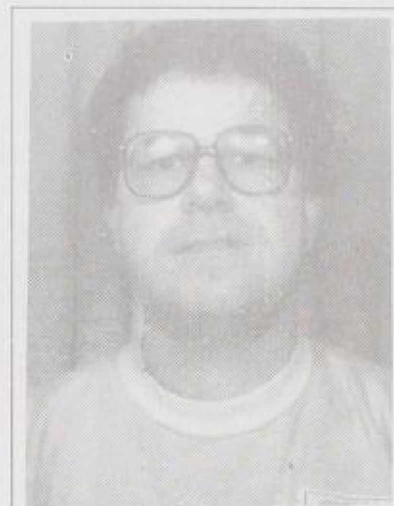
32 ans
Conseiller principal d'éducation
Secrétaire fédéral
du Parti des Travailleurs

Bernard

LECLERC

(Suppléant)

42 ans
Sidérurgiste



pour

DIRE CE QUI EST !

Le gouvernement dépense 25 millions de francs pour chaque raid d'un seul avion sur l'Irak.

Il a offert 150 milliards de francs aux spéculateurs pour, soi-disant, "défendre le franc" (soit près de 15% du budget national).

Et il ose nous dire qu'il n'y a pas d'argent pour l'emploi, les jeunes, l'école, la sécurité sociale et les retraites.

AVEC L'UNITÉ, ON PEUT S'EN SORTIR !

Il faut rompre avec cette politique de soumission au capital et aux spéculateurs. Il existe une issue. Elle viendra de l'union de la jeunesse et des millions de travailleurs menacés par les plans de licenciements et de privatisations, des millions de chômeurs et de travailleurs précaires, de retraités, de paysans, de petits commerçants et d'artisans tous menacés dans leurs conditions de vie.

L'unité, c'est possible :

- le 30 janvier ce sont 10.000 personnes qui manifestaient dans l'unité à Forbach pour dire : « non à la destruction des emplois ».
- le 24 février ce sont 15.000 travailleurs de toutes catégories qui manifestaient à Metz.

LE PARTI DES TRAVAILLEURS AGIT POUR AIDER A L'UNITÉ

■ En 1991, ce sont 800 maires de toutes tendances qui, à l'initiative des militants du Parti des travailleurs, prennent position pour la défense du régime local de sécurité sociale, pour le maintien des remboursements à 90% et 100%. Ce sont eux qui expriment la volonté de la population et non des députés qui, dans la nuit du 18 décembre 1991, ont voté une loi mettant le régime local en danger.

■ Le 27 septembre 1992, à l'initiative du Parti des travailleurs, plus de 100 personnes de toutes tendances participent à la manifestation européenne à Bruxelles au siège de la CEE, aux côtés de milliers venus de 18 pays de l'Europe de l'Ouest et de l'Est pour l'arrêt des suppressions d'emplois, pour la défense et l'augmentation du pouvoir d'achat, pour le droit au travail, à la santé et à l'instruction. Cette manifestation a reçu le soutien de 13 conseils municipaux de Moselle et Meurthe-et-Moselle.

NOUS NOUS ENGAGEONS

"Nous nous engageons à nous opposer à tout ce qui freine ou freinera, paralyse ou paralysera les mouvements d'unité. Nous prenons l'engagement d'aider à les unifier, à leur donner toute la cohésion nécessaire pour surmonter le danger représenté par la division et pour aider au succès des revendications."

Nous défendons le mandat exprimé par les travailleurs eux-mêmes dans les grèves et manifestations, c'est-à-dire :

POUR L'EMPLOI

- **Halte** aux licenciements, retrait de tous les plans de suppressions d'emplois.
- Retrait du plan de 8.000 suppressions d'emplois dans la sidérurgie.
- **Réouverture des mines de Roncourt et Mairy-Mainville.**
- Interdiction du travail précaire : transformation de tous les CES (Contrat emploi solidarité) en véritables emplois à temps plein, avec un contrat à durée indéterminée.
- **Non au partage du travail et des revenus** ; nous avons tous droit à un véritable travail avec un vrai salaire.
- Non aux privatisations des services publics.

POUR LA DEFENSE DE LA SECURITE SOCIALE

- **Maintien des remboursements du régime local de sécurité sociale à 90% pour les soins et à 100% pour l'hospitalisation**, maintien de toutes les prestations, abrogation de la loi du 31.12.91 qui met en péril le régime local.
- Maintien du service d'urgence de l'hôpital de Marange-Silvange et de tous les hôpitaux.
- Pour la défense du régime minier de sécurité sociale (SSM), retrait des décrets Teulade de destruction de la SSM.
- **Non à la fiscalisation de la sécurité sociale : la sécurité sociale appartient aux travailleurs !** Retrait de la loi Teulade de maîtrise des dépenses de santé : non au rationnement des soins.
- Abrogation de la CSG.

POUR LA DEFENSE DE L'ECOLE

- L'école doit permettre à l'individu d'acquérir l'instruction et une qualification : non à l'alternance école-entreprise.
- Fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée ; restitution des 40 milliards de francs versés à l'école privée pour 1993.
- Maintien du baccalauréat comme examen national et anonyme.
- Abrogation du statut scolaire d'exception d'Alsace-Moselle.

POUR LA DEMOCRATIE POUR UNE ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE

- Quel régime, quel gouvernement aura le courage et l'audace de s'attaquer aux spéculateurs, d'interdire les licenciements, de mettre en œuvre un plan de relance de l'économie qui satisfasse les revendications ? Certainement pas la constitution de la V[e] République et les gouvernements qui s'y soumettent, entièrement dévoués au grand capital, entièrement corrompus.
- Seul régime, un gouvernement qui soit l'émanation du peuple et qui tire sa légitimité des décisions d'une assemblée constituante souveraine aura ce courage.

Vu, les candidats

Parti des travailleurs - 28, rue Vigne Saint-Avold - 57000 METZ - Tél. 87.75.12.15 / 87.66.89.02

INFOTEC, Paris